

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Annuel : France : 12 fr. — Etranger : 30 fr.

2^e ANNÉE | N° 30

1^{er} AOUT 1925

PRIX : 0 fr. 50

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

LE COMLOT CONTRE ALPHONSE XIII. — Au moment de la mise en pages de ce numéro, on est sans nouvelles sur le procès dont vont être l'objet les détenus catalans, soupçonnés d'avoir comploté contre le roi. Une note officieuse, publiée par les journaux barcelonais, et que nous avons reproduite dans notre dernier numéro, prêtait au juge instructeur, M. Fernandez Valdés, une déclaration suivant laquelle un conseil de guerre serait incessamment réuni. On ignore si ce conseil de guerre a déjà eu lieu à l'heure présente.

DES SOLDATS ACCUSÉS DE SÉPARATISME. Trois soldats Catalans, Eduard Pla, Hilari Prat et Jaume Baro, ont été traduits en conseil de guerre accusés du délit « d'excitation à la sédition ». Ce délit ne ressort, pourtant, que du fait, que le premier de ces trois soldats, d'accord avec les deux derniers, s'était rendu, le 11 septembre 1923, au pied du monument à Rafael de Casanova, le héros catalan de 1714, déposer une couronne au nom des soldats catalans qui se trouvaient au Maroc. On a demandé pour le soldat Pla, douze ans de prison; pour les deux autres, quatre et deux années respectivement. Un autre conseil de guerre a été réuni pour juger deux civils, Lluís Pou et Josep Ausiro, accusés d'injures à la nation.

DÉTENTIONS EN MASSE. — Le Directoire vient de préparer une expédition de 40.000 hommes au Maroc. On a réquisitionné pour cela tous les bateaux de la Compagnie transmédierranéenne; mais pour éviter que des troubles se produisent avant l'expédition, on a arrêté, à Barcelone, jusqu'à une centaine de personnes appartenant aux organisations ouvrières. Ces détenus ont été enfermés dans la forteresse de Montjuïc.

CE QUE COUTE LE MILITARISME. — Nous avons relevé, dans notre dernier numéro, les chiffres du budget espagnol, récemment établi par le Directoire. Les chapitres de Guerre, Marine et Maroc, se chiffrent par 443; 179 et 280 millions respectivement, c'est-à-dire que l'action belliqueuse de l'Espagne et le maintien des forces armées coûtera au pays, en une seule année, plus de 800 millions de pesetas.

DÉTENUS. — Accusé d'avoir prononcé des paroles injurieuses contre le roi, un mécanicien catalan, Tomás Peiron, a été écroué. A Madrid, le fils du marquis de Larios a été emprisonné sous l'accusation d'avoir insulté l'armée.

CONTRE LE DROIT D'ASSOCIATION. — Le gouverneur de Barcelone a dissous deux sociétés excursionnistes, sous le soupçon qu'elles se livraient à la propagande séparatiste. Il a dissous aussi une société ouvrière.

CONTRE LA CULTURE. — M. César Martinell, archéologue, avait annoncé une conférence d'art à la Bibliothèque Populaire de Valls. Il dut renoncer à la faire, parce que les autorités le sommaient de la donner en langue espagnole.

CONTRE LE DROIT DE RÉUNION. — Pour la deuxième fois, l'Union des Viticulteurs de Catalogne a été empêchée de se réunir en Assemblée à Tarragone, les autorités lui ayant refusé l'autorisation nécessaire. Les éléments carlistes de Vasconie ont été, de même empêchés de se réunir à Guernica pour fêter le 50^e anniversaire du serment que Charles de Bourbon prêta aux fueros de Biscaye, sous le fameux arbre de Guernica, le 3 juillet 1875.

NOUVELLES DÉTENTIONS. — Les autorités militaires n'ont cessé de poursuivre les personnes suspectes de catalanisme. Tout dernièrement, le président du « Foment de la Sardana », qui est une société purement chorégraphique, M. Domenech Juncadella et plusieurs jeunes gens appartenant à la même société, ont été arrêtés et soumis à interrogatoire sur leurs idées politiques. Ils ont été relâchés, mais ils sont soumis à procès. La police a arrêté, de même, à Barcelone, lorsqu'elle descendait du train qui venait de la frontière française, une demoiselle, sœur d'un réfugié catalan qui habite Perpignan. On a pratiqué des perquisitions chez ces nouveaux détenus.

LES CRISES MUNICIPALES. — On enregistre de nouvelles crises dans les municipalités catalanes. De nouveaux maires et conseillers municipaux sont démissionnaires, ne se pliant point aux exigences politiques de ceux qui les ont nommés. Durant cette crise générale, la Veu de Catalunya redouble sa campagne en faveur des élections municipales. Le grand journal barcelonais est appuyé par la presse nettement catalane. Les autres journaux font, comme toujours, le jeu du Directoire.

SAVOIR SE TAIRE

Veillez relire, je vous prie, dans le *Briseur de Fers*, de M. Georges d'Espargès, par exemple, l'aventure du général Humbert. Vous y trouverez, s'il le faut, le souvenir de la vieille sympathie française pour l'Irlande, et sa cause. Le donquichottisme ne sévit point seulement dans la Péninsule de Cervantès. Mains généraux ou hommes politiques de France, contemporains ou non, ont su prouver qu'à se battre contre des moulins, ils n'étaient pas toujours hostiles. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit, en ce moment. Le rappel des tentatives françaises pour briser les fers de l'Irlande, le rappel de ces expéditions dérisoires contre Albion suffit à nous convaincre que les gestes historiques ou politiques ne correspondent pas souvent à de bien durables réalités. L'amitié que nous avons prouvée aux partisans irlandais ne nous a pas empêché de lier notre destinée, cinq années durant, et plus aussi, à celle de la Grande-Bretagne. Tantôt c'est le bourreau et tantôt c'est le supplicié qu'il nous faut embrasser. L'instinct de la conservation, seule excuse que l'on puisse découvrir à l'égoïsme des peuples comme à celui des hommes, a de ces exigences.

De même, si l'opinion publique, en France, pouvait être instruite des douleurs catalanes, assurément elle saurait s'émouvoir, et manifester de l'indignation contre les tyrans. Mais au moment où l'on commençait à répandre la vérité sur les procédés du gouvernement du Directoire, à quelques mois du livre de Blasco Ibanez, voilà qu'Abd el Krim s'avise de jeter M. Painlevé dans les bras de Primo de Rivera. Oubliions le passé. Oubliions l'hostilité que l'armée espagnole n'a cessé de montrer à la France depuis dix ans, et plus aussi. Oubliions les révélations de Blasco Ibanez. Décorons, s'il le faut, de la Légion d'honneur encore quelques plus notoires germanophiles espagnols. L'instinct de conservation nous inspire. Après avoir fait au Maroc, en Algérie, en Tunisie, l'effort et les dépenses qui prolongent la Métropole sur tout le Nord africain, on ne peut pas nous demander de laisser Abd el Krim nous chasser de cet empire, sous le prétexte qu'il est pénible de composer avec le Directoire.

Il s'ensuit que, si désireux que je sois pour ma part de voir la Catalogne émancipée bientôt, il m'apparaît peu digne d'un écrivain français de combattre un gouvernement devenu allié

par la force des choses, au moment où son propre gouvernement tend à établir avec lui des rapports de collaboration efficace.

Cela signifie-t-il que nous serons dupés? ou que nos sentiments, du jour au lendemain, aient changé de couleur? On me fera le crédit de n'en rien croire. J'avoue mon embarras. Accepter la collaboration espagnole au Maroc, c'est, pour un temps, s'interdire de combattre l'Espagne. Or, nous ne pouvions négliger le concours que des intérêts communs et un commun adversaire ont voulu et nécessité.

Je ne suis pas dupe des procédés de civilisation militaire; mais il n'est pas besoin d'une longue enquête pour apprécier aujourd'hui d'un œil impartial qu'il y a plus de richesse, plus de justice (ou moins d'injustice, si l'on préfère) et plus de bonheur dans les départements, colonies ou protectorats français d'Afrique, qu'il n'y en avait avant l'intervention européenne, qu'il ne peut y en avoir dans la république d'Abd el Krim. Je prie ceux qui me lisent ici de vouloir bien relire à ce sujet, tout ce que l'épopée africaine a pu inspirer à un grand écrivain latin de chez nous : à Paul Adam. Son admirable roman *La Ville Inconnue*, son fourmillant recueil de notes *Notre Carthage*, illustrent les réalités de l'effort énorme qu'a soutenu la France depuis 1830 pour pacifier l'Afrique, pour l'enrichir, pour l'éduquer, pour la civiliser. Voilà un siècle que le nord de l'Afrique est français. Plusieurs départements de la Métropole ne le sont pas depuis si longtemps. Il ne s'agit donc pas d'une entreprise nouvelle d'impérialisme. Quand la République française se bat au Maroc, ce n'est pas pour s'agrandir : c'est pour se conserver intacte. Quand l'Espagne l'y aide, nous souffrirons en silence l'humiliation qu'inflige un secours peu flatteur, mais nous ne risquerons pas d'en amoindrir l'efficacité par une campagne de presse dont je répète que, sous la signature d'un écrivain français, même indépendant et même internationaliste, elle serait indigne.

A quoi bon dissimuler que ces explications me sont pénibles? Se taire n'est pas approuver. Si l'on veut bien me permettre de réserver ici l'avenir, ce sera pour promettre de dire, dès que je le pourrai, l'indignation chaque fois renouvelée que m'apportent les nouvelles tragiques que je reçois de Barcelone.

F. JEAN-DESTHIEUX.

FRANKLIN-CAMBO

En 1776, lorsque Franklin proclamait, au milieu d'une assemblée remplie d'une émotion indicible, l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, le vénérable luteur américain avait soixante-dix ans. Jusqu'en 1766, Franklin avait été un partisan décidé de l'hégémonie anglaise en Amérique et avait aidé l'Angleterre à chasser les Français du Canada. C'est dire que jusqu'à la soixantaine, l'auteur de l'*Almanach du Bonhomme Richard* avait été un loyal Britannique, qui avait travaillé de toutes ses forces pour l'attachement des colonies anglaises à la métropole. Lorsqu'il envisageait théoriquement la séparation, il avait peur d'un désastre. Il se réjouissait de la défaite des Français au Canada, comme Breton qu'il était. Il croyait, depuis toujours, que le fondement de la grandeur et de la solidité de l'empire britannique était en Amérique. Et, comme colon, il travaillait de toutes ses forces à cette grandeur. On sait qu'il avait de bons amis à Londres, où il fut reçu avec tous les honneurs dus à sa personne et aux importants emplois où l'avait appelé la métropole.

Mais on sait aussi le reste. Les mesures fiscales excessives prises par le cabinet de Londres vis-à-vis des colonies d'outre-Atlantique provoquèrent, malgré les avertissements de Franklin, le soulèvement qui aboutit à l'indépendance. Et l'homme qui avait le plus prêché la fidélité à l'Angleterre fut le porteur-étendard des séparatistes américains.

L'histoire se répète souvent. Pourra-t-on, dans le futur, enregistrer, en Catalogne, un cas semblable à celui de Franklin? Ce ne serait pas impossible. Il est un homme, des plus éminents, qui jusqu'à la cinquantaine a eu foi en l'Espagne, comme Franklin l'avait eue en l'Angleterre. Cet homme a collaboré au relèvement de l'Espagne, comme Franklin avait collaboré aux affaires publiques de l'Angleterre; cet homme a travaillé pour l'attachement de la Catalogne à Madrid comme Franklin avait travaillé pour la fidélité des colonies à la métropole. Mais cet homme commence à être déçu dans ses illusions, comme le patriarche de Pensylvanie le fut aussi, lorsqu'il comprit que les colonies ne pouvaient rien attendre de bon de la métropole.

Cet homme, on le devine, est M. Francesc Cambó, lequel, pendant longtemps, s'est obstiné dans la

croiance que le séparatisme serait la ruine de la Catalogne. Depuis deux ans, M. Cambó s'est écarté de la vie politique. Il n'en continue pas moins à être l'un des hommes qui inspirent aux Catalans le plus d'espoir. Et le cas de Franklin pourrait bien se répéter en lui.

Dans le *Dia Grafico*, de Barcelone, du 10 juillet, un journaliste prête à M. Francesc Cambó un très intéressant entretien qui eut lieu, paraît-il, dans un grand hôtel de Paris, entre l'homme politique catalan et une haute personnalité belge. Nous empruntons à ce dialogue, qui a toutes les apparences de la fidélité, les paragraphes suivants, en laissant au journal dont nous les traduisons, la responsabilité du contenu.

La personnalité belge aurait questionné ainsi M. Cambó :

— Resterez-vous définitivement écarté de la politique?

M. Cambó aurait répondu :

— Ce sont les circonstances qui doivent en définitive, le dire. L'une des causes qui avaient motivé ma retraite a disparu : les anciens partis politiques. L'autre peut disparaître un beau jour.

— Quand?

— Le jour où l'opinion catalane m'appellerait.

— Et si l'appel vous venait de l'opinion espagnole?

— Je serais sourd à cet appel. Mes plus grandes énergies, je les ai dépensées dans un mouvement hispanique qui aurait dû se convertir, en quelques années, en un mouvement ibérique ayant à la base l'autonomie politique et administrative des régions et des autorités péninsulaires. Mon échec est la faute de tous les éléments qui constituaient ou pouvaient constituer le pouvoir.

— De tous, dites-vous?

— Oui, de tous; depuis le plus infime jusqu'au plus haut placé.

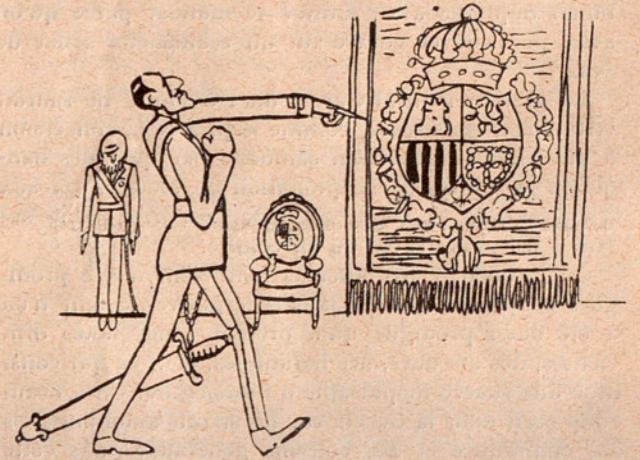
— Ne pouvez-vous pas répéter l'épreuve?

— Ce serait seulement en m'appuyant sur un mouvement républicain pour aboutir à la Fédération ibérique.

— N'avez-vous pas peur des républicains et de la République?

— Les vieux républicains, à quelques exceptions près, n'auraient aucune personnalité dans le mouve-

APRES LE VOYAGE A BARCELONE



ALPHONSE XIII. — Que l'on efface les quatre pals de l'écusson !

(De España con honra.)

ment. Ils se sont toujours discrédités lorsqu'ils ont gouverné une municipalité. Je n'ai jamais eu peur de la République. L'idéal républicain est vivant dans la périphérie espagnole, surtout en Catalogne et dans la province de Valence.

— Et le communisme?

— En dehors de l'Andalousie, l'Espagne n'offre aucun terrain favorable au communisme. Même en Andalousie, la semence serait stérile si l'on entreprenait une réforme agraire. Il se peut que par esprit d'imitation, ou par la force de l'argent étranger, les anarchistes et les syndicalistes provoquent une émeute communiste : mais rien de plus. L'Espagne serait le dernier des Etats européens qui succomberaient au communisme. La force des mouvements terroristes et grévistes de Catalogne provenait toujours des gouvernements centraux qui les protégeaient contre le catalanisme, comme ils avaient protégé auparavant, contre les Catalans aussi, les mouvements républicains. On ne peut nier qu'il existe en Catalogne et principalement à Barcelone, un grand ferment anarchiste : ce ferment provient en partie du caractère individualiste des Catalans et aussi de l'absence des Catalans dans les fonctions gouvernementales. Mais une nouvelle constitution de l'Espagne, des lois justes et une honnête administration de justice, enlèveraient à ce ferment toute sa force.

— Etes-vous séparatiste, Monsieur Cambó?

— Il est dans tout Catalan un séparatiste théorique, idéaliste. Mais pratiquement, je ne le suis pas et ne le serai jamais, à moins qu'il ne se produise une persécution de la langue et de la culture catalanes. Même dans ce cas, il faudrait que je ne voie d'autre remède que le séparatisme pour sauver l'âme du peuple catalan. Mais alors je ne serais qu'un soldat et jamais un directeur. L'essai d'une collaboration de la Catalogne dans le gouvernement de l'Espagne, en vue de l'autonomie des régions et des nationalités ibériques ayant échoué, il n'est d'autre voie de salut qu'une République fédérale, avec une organisation pareille, non pas identique, à celle des Etats-Unis.

— Qu'est-ce que vous pensez du Directoire?

— Le Directoire aurait pu réaliser une grande œuvre, mais il ne l'a pas fait. Il aurait pu sauver l'Espagne, mais il n'a pas su trouver le bon chemin. Les bonnes choses qu'il a détruites seront reconstituées. Les mauvaises choses qu'il a anéanties ne paraîtront plus jamais.

Ainsi parla M. Cambó. On sent qu'il a perdu la foi qu'il avait toujours eue en l'Espagne. Il avoue qu'il est, dans chaque Catalan, un séparatiste, théorique, idéal. Donc ce séparatiste est aussi en lui. Il attend, dit-il, pour le devenir d'une façon réelle, que la culture et l'âme du peuple soient menacées. Mais comment ne sent-il pas les persécutions dont sont l'objet les institutions catalanes les plus sacrées, les écoles, les sociétés savantes, les sociétés artistiques, etc.? Il les ressent, assurément. Mias c'est que peut-être l'heure du prodige n'est pas encore arrivée.

En attendant, la Catalogne n'a pas encore son Franklin. Elle peut l'avoir, cependant, en la personne de M. Cambó, l'une des capacités politiques les plus fortes d'Europe, l'un des Catalans qui ont le plus travaillé au réveil de la conscience nationale de son pays.

Ainsi parla Prieto

L'ancien député socialiste espagnol, M. Indalecio Prieto, interviewé par le correspondant à Paris du journal *Politiken* de Copenhague et par le correspondant de la *Nacion* de Buenos-Aires, a fait les déclarations suivantes :

Le Directoire n'est pas le résultat d'un mouvement de l'opinion. Le pays en a été absolument absent. L'armée elle-même ne s'en aperçut que lorsque le coup d'Etat eut été fait. Ce fut l'œuvre de quelques généraux qui s'étaient mis d'accord avec le roi. Je l'ai qualifié à ce moment de « soulèvement par ordonnance royale ». Selon ce que l'on a su dans la suite, l'agent principal du soulèvement fut un gentilhomme de Chambre et agent de Bourse, le comte de Moriles. Probablement, voilà la première révolution qui a eu comme trompette d'ordre un agent de bourse.

Pour se convaincre de l'échec du Directoire, on